

Unité Départementale de la Somme
Équipe 2
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 31/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GURDEBEKE SA

65 boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : 2023-E20188
Code AIOT : 0005105074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement GURDEBEKE SA implanté Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons. L'inspection a été annoncée le 13/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE SA
- Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons
- Code AIOT : 0005105074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SA GURDEBEKE est autorisée par arrêté préfectoral du 24 mars 2000 à exploiter notamment un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés (capacité de stockage de 40 000 t/an). En outre l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) est réglementée notamment par les actes administratifs suivants :

- arrêté préfectoral du 27 mars 2006 (capacité de stockage de 90 000 t/an),
- arrêté préfectoral du 9 juin 2009 (modification capacités annuelles de stockage de 2009 à 27/03/2016),
- arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND,
- arrêté préfectoral du 8 août 2018 (autoportant),
- arrêté préfectoral du 15 juin 2021

Le casier 20 est en cours d'exploitation. L'ISDND est autorisée jusqu'en juillet 2026.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- récolement de la barrière de sécurité passive du casier 22.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des prescriptions techniques examinées, ainsi que les résultats de la visite d'inspection figurent dans le rapport « Réception de la barrière de sécurité passive du casier 22 » d'inspection en annexe.

En synthèse, les constats effectués sont les suivants :

- l'absence de silex coupant en fond de casier ;
- absence d'eau en fond de casier ;
- absence de fissures en fond du casier et végétation enlevée ;
- ouverture de la digue inter-casier Est sur environ 4 m ;
- éboulis sur le flanc naturel Ouest à proximité du sommet ;
- présence de végétation à l'intérieur et sur la digue Nord et la digue inter-casier Est.

Le rapport de Synthèse N° IN 23 04183 Indice C et les 6 annexes attestent de la conformité du casier 22 à l'article 8.1.6 « Barrière de sécurité passive » de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018.

Néanmoins, avant de poursuivre les travaux liés à la mise en place de la Barrière de Sécurité Active (BSA), et compte-tenu des constats susmentionnés de la visite d'inspection du 17 octobre 2023 l'exploitant devra s'assurer :

- de la reprise en surface de la barrière sécurité passive (BSP) au droit des fissures ;
- de la fermeture de la digue inter-casier Est ;
- de la reprise des éboulis sur le flanc naturel Ouest ;
- du retrait de la végétation à l'intérieur et sur la digue Nord et la digue inter-casier Est.

Le procès-verbal de réception final du casier 22, validé par le contrôle extérieur, intégrera la réception de la BSP et notamment les éléments précisés ci-dessus.

Les actions menées afin d'y répondre devront être intégrées au dossier final de réception du casier 22, et être validées par l'organisme de contrôle extérieur (article 20 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et article 8.1.7.3 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018).